

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

«programme communiste»
Revue théorique en français
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«El proletario», Journal en espagnol
«Proletarian», bulletin en anglais

Journal bimestriel
N° 511
Avril - Juin 2014
51^e année - 1 €, 3 CHF, £1,5, 60 DA,
0,5 DT, 20 DH, 500 F CFA, 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Pour la lutte de classe anticapitaliste!
Pour la révolution communiste internationale!
- Marx Engels. L'origine des idées dominantes
- Les trotskystes algériens au miroir de l'élection présidentielle
- A propos de la Réforme territoriale. Une Tendance CLAIRE...ment réformiste

Espagne Monarchie et République ne sont que deux formes du gouvernement bourgeois, également anti- prolétariennes

L'abdication du roi Juan Carlos en faveur de son fils Felipe a provoqué de grandes manifestations en faveur de l'instauration d'une «troisième république». Nous publions ci-dessous la prise de position du parti à ce sujet.

L'abdication du roi Juan Carlos en faveur de son fils Felipe n'a pas d'autre objectif que la restructuration de certains aspects de la forme de l'Etat. 6 ans de crise économique, accompagnés des scandales de corruption de la famille royale et du mécontentement de plus en plus prononcé de larges secteurs de la société envers la monarchie, ont suffi pour remettre en question le modèle actuel; celui-ci qui a vu le jour lors de la période de la Transition du franquisme à la démocratie, a durant 39 ans accompli son rôle d'assurer la soumission de la classe prolétarienne aux exigences de la bourgeoisie sous le manteau de la collaboration démocratique entre les classes.

A la mort de Franco, une autre crise, dite du pétrole, provoquait une augmentation considérable d'affrontements entre prolétaires et bourgeois sur le terrain de la lutte immédiate pour le salaire, les conditions de vie ainsi que sur certaines questions «sociales» qui avaient engendré une tension souterraine dans les dernières années de la dictature (la situation des femmes, les questions basques et catalanes, etc.). De plus l'exemple voisin du Portugal où la longue guerre coloniale avait fini par mettre fin à la dictature et rendre incontrôlable la lutte de larges couches de la classe ouvrière, pesait comme un spectre infernal sur les esprits de la bourgeoisie espagnole et européenne. La dite «Transition démocratique» fut un grand pacte social dominé par la figure du roi, mais dirigé en réalité avec le concours simultané des bourgeoisies européennes et américaines et la collaboration de tous les secteurs du régime et de l'opposition. Il s'agissait alors de garantir le gouvernement de la bourgeoisie qui devait faire face à l'aggravation de la lutte des clas-

(Suite en page 5)

Séisme électoral?

La défaite électorale de la gauche aux dernières élections (municipales et européennes), mais surtout la progression du Front National qui a remporté quelques municipalités et qui est passé en tête aux élections européennes, ont été décrites par les médias et les état-majors politiques comme un «séisme électoral».

Le FN s'est vanté d'être devenu le premier parti de France, tandis qu'en face n'ont pas manqué de retentir une nouvelle

fois les déclarations apocalyptiques sur la montée de l'extrême-droite, voire sur la menace fasciste que représenterait le score du Front National. Si les groupes dits d'extrême-gauche ont comme à l'habitude été les plus bruyants, c'est en fait pratiquement tout l'establishment politique bourgeois qui a communiqué dans la dénonciation du FN. Il vaut la peine de dire quelques mots de cet épisode..

LE FN, PREMIER PARTI OUVRIER?

Les médias ont rapporté à l'envie que le FN était devenu le «premier parti ouvrier»; selon les sociologues, 43% des ouvriers ont voté pour les listes du Front National aux élections européennes (38% des employés, 37% des chômeurs), alors qu'ils ne sont que 12% à avoir voté pour le PS et 11% pour le Front de Gauche. Chiffres à l'évidence impressionnants, mais qui, pour être jugés à leur valeur doivent être mis en rapport avec le taux d'abstention. Or celui-ci, comme nous l'avons signalé lors de chaque élection, est particulièrement élevé parmi les catégories les plus prolétariennes: 69% d'abstention parmi les chômeurs, 68% parmi les employés, 65% pour les ouvriers, 70% pour les personnes vivant dans un foyer au revenu inférieur à 1600 euros par mois!

Sur la base de ces chiffres, le nombre d'électeurs potentiels de la catégorie «ouvriers» à avoir déposé un bulletin FN lors des européennes tombe à 15%. Mais en outre les études sociologiques ont établi depuis longtemps qu'un nombre significatif de prolétaires ne sont pas inscrits sur les listes électorales, soit parce qu'ils n'en

voient pas l'utilité, soit tout simplement parce qu'ils sont de nationalité étrangère: selon certaines estimations ce nombre pourrait atteindre les 20%. Les votants pour le FN ne constitueraient plus alors que 6,5% des ouvriers...

Il reste cependant que la minorité de prolétaires qui sont allés aux urnes, l'ont fait en grande partie pour voter pour le FN. Et d'après les enquêtes à la sortie des urnes, les électeurs du FN, auraient été avant tout motivés par la question de l'immigration. Ce vote FN est donc non seulement un reflet de la domination politique bourgeoise en général sur le prolétariat (cette domination s'exerce aussi et surtout par le canal des autres partis et organisations, de droite ou de gauche, ouvertement pro-capitalistes ou collaborationnistes) - domination politique qui est inévitable tant que la domination économique capitaliste ne commence pas être ébranlée par les luttes; elle reflète aussi plus particulièrement le poids de la concurrence, loi suprême sous le capitalisme, qui dresse les prolétaires les uns contre les autres en leur faisant voir comme leur premier adversaire, non le patron, mais le prolétaire d'un autre statut, d'une autre usine ou d'une autre nationalité.

Expulsons les travailleurs étrangers et le chômage disparaîtra, répète l'extrême-droite depuis des décennies. Dans une période de crise dont on ne voit pas la fin et en l'absence de toute lutte prolétarienne d'ampleur contre le capitalisme, ce genre de propagande, qui est en réalité reprise par tous les partis bourgeois, ne peut pas ne pas rencontrer un écho parmi les prolétaires de toute l'Europe, où pratiquement partout les partis xénophobes, nationalistes ou ouvertement racistes et d'extrême-droite ont remporté des succès retentissants.

LE FN, BOUÉE DE SECOURS DE LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE

Le FN est donc devenu de plus en plus une force irremplaçable pour redonner vigueur à la démocratie bourgeoise et à son mécanisme électoral. On peut déjà en trouver une preuve dans le fait que les électeurs du FN s'abstiennent moins que le reste des électeurs, qu'ils ont donc plus confiance dans les urnes pour «s'exprimer» (ils ne sont dépassés sur ce terrain que par les électeurs obstinés du PCF, de moins en moins nom-

(Suite en page 2)

A propos des élections européennes Contre l'énigme mystification démocratique, pour la reprise de la lutte de classe révolutionnaire !

Les élections européennes à peine terminées, les dirigeants des Etats bourgeois d'Europe et d'Amérique se sont retrouvés pour célébrer une nouvelle fois un épisode de la dernière guerre mondiale (le débarquement en France). Les idéologues bourgeois, de

droite ou de gauche, ont encore entonné des hymnes à la paix qui aurait été permise par la victoire contre la «barbarie nazie». Mais en réalité l'ère nouvelle qui se serait ouverte en 1945, a été tout aussi peu pacifique, tout aussi violente et brutale que la précédente.

Au long de ses nombreuses décennies de domination **démocratique** sur toute la société, le capitalisme n'a résolu aucune de ses contradictions: la croissance économique, le progrès industriel, le développement de la civilisation bourgeoise n'ont pas empêché que le capitalisme et la société édiflée sur ses bases se heurtent à des crises de surproduction de plus en plus graves et profondes; à chaque fois celles-ci provoquent la mort, la misère et la marginalisation de masses toujours plus nombreuses de prolétaires et de paysans.

Les pays les plus développés de l'Europe - berceau de la civilisation bourgeoise - précisément parce qu'il est impossible de résoudre pacifiquement les crises du système économique et politique capitaliste, n'ont pu empêcher l'éclatement de deux guerres mondiales, plus destructrices l'une que l'autre. Après chaque guerre qui détruisaient des quantités énormes de marchandises, de capi-

taux, de forces productives y compris d'êtres humains par dizaines de millions, les pays capitalistes ont recommencé à produire avec exubérance de nouvelles masses énormes de marchandises et de capitaux. De nouvelles crises économiques avec toutes leurs conséquences désastreuses sur les populations prolétariennes, en étaient et en sont le résultat inévitable, jusqu'à ce que ces crises de surproduction débouchent sur une nouvelle guerre mondiale.

La paix, le progrès, le bien-être social sont promis à chaque élection par les partis de droite comme de gauche; ils sont invoqués par toutes les religions, ils sont inscrits sur le drapeau de forces disant vouloir défendre les intérêts des travailleurs en se présentant comme des réformistes soucieux d'atténuer les contradictions les plus aiguës de la société actuelle.

Mais de quelle paix, de quel progrès, de quel bien-être social parlent-ils?

LA PAIX?

Les capitalistes aiment la paix, mais à condition que ce soit la **paix sociale**; c'est-à-dire à condition que les prolétaires ne troublent pas par leurs luttes la bonne marche des affaires, du commerce, en un mot la production de profit. Mais la concurrence qui caractérise le capitalisme remet continuellement en question le développement pacifique des affaires, et donc la paix entre bourgeois. Les incessantes guerres commerciales et financières se transforment tôt ou tard en guerres tout court. C'est la raison pour laquelle dans les périodes de paix, les classes dominantes de tous les pays entretiennent des forces armées, sans cesse modernisées et rééquipées: elles savent que la défense de leurs intérêts nationaux - les fameux «intérêts supérieurs» de la patrie et de l'économie nationale - passent, à un certain niveau de contraste en-

(Suite en page 2)

Séisme électoral?

(Suite de la page 1)

breux il est vrai, et par ceux de l'UDI). Mais l'essentiel est ailleurs: depuis trente ans, le FN a servi à ramener dans le giron de la gauche, et en général dans le cirque électoral, les prolétaires désillusionnés par la politique pro-capitaliste des partis et organisations réformistes. Aujourd'hui où la politique anti-ouvrière du gouvernement de gauche est plus évidente qu'elle ne l'a jamais été, où le discrédit touche à un degré sans précédent depuis longtemps les divers partis qui se sont succédé au pouvoir, les succès électoraux du FN constituent, en dépit des apparences, non seulement une puissante **bouffée d'oxygène** pour les partis de gauche qui vont essayer de trouver là un nouveau motif pour rameuter leurs partisans, mais aussi une **bouée de secours** pour un mécanisme électoral démocratique menacé de désaffection.

Dans les mois et années qui viennent les électeurs, et surtout les prolétaires, seront appelés à se rendre en rangs serrés aux urnes pour «faire barrage» au FN, en mettant de côté les luttes et manifestations pour la défense de leurs intérêts de classe. De l'autre côté le FN les appellera également aux urnes, mais cette fois pour s'opposer à la collusion droite-gauche et soutenir une politique nationaliste et xénophobe présentée comme la seule à même de défendre leur situation.

LA SIGNIFICATION DE L'ABSTENTION

Si l'importance régulièrement croissante de l'abstention parmi les prolétaires n'implique pas encore l'adhésion à une politique révolutionnaire, elle signifie néanmoins que le cirque électoral bourgeois, institué et entretenu expressément pour détourner de la lutte révolutionnaire de classe, perd irrésistiblement de son influence sur les prolétaires à mesure que se dégradent leurs conditions de vie et de travail et que pleuvent les attaques capitalistes. La croyance dans les vertus du bulletin de vote, la confiance dans les politiciens bourgeois de droite ou de gauche et dans les institutions démocratiques représentatives, s'affaiblissent inexorablement en même temps que s'accroît le fossé entre les classes.

Cet affaiblissement représente un danger potentiel pour l'ordre capitaliste. Il y a quelques années l'apparition de «nouveaux» acteurs du théâtre politique bourgeois, les groupes d'«extrême» gauche, a paru un temps constituer un remède à la désaffection prolétarienne envers ce jeu truqué: qu'on se rappelle un Besancenot se félicitant d'avoir ramené dans le chemin des urnes nombre de jeunes des turbulentes banlieues ouvrières qui l'avaient déserté. Mais en liant leur sort aux élections, ces groupes ont rapidement connu la même désaffection que les grands partis réformistes qu'ils faisaient mine de combattre. Il est donc bien naturel qu'ils s'inquiètent, eux aussi, de la poussée de l'abstention.

C'est Lutte Ouvrière, pour qui les élections sont l'alpha et l'oméga de la lutte politique, qui s'est le plus occupé dans sa presse de l'abstentionnisme; pour elle, l'abstention est un «*geste de protestation, certes, mais signe aussi d'une profonde désorientation, d'une perte de boussole politique. Une expression politique, certes, mais passive*».

Certes, le rédacteur de LO reconnaît bien que, du point de vue de la classe ouvrière, «*la quasi-totalité des votes sont cependant passifs. Le seul choix que dans les institutions bourgeoises les élections laissent aux électeurs travailleurs, c'est de se prononcer entre différentes variantes d'une politique bourgeoise*». La quasi-totalité, mais pas tous! Nous avons compris qu'il existe un vote non passif, celui pour LO; hélas! «*ce courant n'est pas assez crédible: l'électeur qui s'est détourné du jeu des partis de*

l'alternance s'est abstenu, plutôt que de voter pour lui. Face à l'électorat petit-bourgeois, réactionnaire ou réformiste, attirant des franges de l'électorat ouvrier, le gros de ce dernier, ne se sentant plus représenté, se détourne de la politique et s'abstient» (1). C'est dit on ne peut plus clairement: s'abstenir aux élections (et refuser de voter LO), c'est se détourner de la politique! En réalité si, comme nous l'avons dit, s'abstenir n'est pas nécessairement ni automatiquement adhérent à la **politique révolutionnaire**, c'est déjà se détourner, sans doute momentanément et partiellement, de la **politique bourgeoise**. Mais pour le crétinisme électoral à la LO, s'abstenir c'est même faire le jeu de la droite: «*l'abstention, moyen trouvé par l'électorat populaire lors des municipales pour exprimer son écœurement de la politique du gouvernement socialiste, a pu être récupérée par la droite pour s'emparer de mairies*» (2).

Perdre des mairies, voilà qui est intolérable pour des adeptes du socialisme municipal, cette serre chaude du réformisme! «*en s'abstenant, l'électeur a certes désavoué la gauche au pouvoir mais ce sont les partis de droite qui en tirent profit*»; or «*il ne faut pas laisser la droite et l'extrême droite profiter du désaveu d'un gouvernement de gauche*». Par conséquent, «*la seule façon pour l'électorat ouvrier de rejeter ce chantage [à la victoire de la droite] est, non pas de s'abstenir, mais de voter pour une politique qui représente vraiment ses intérêts!*» (3).

Le raisonnement est des plus boiteux, mais il montre à nouveau, si besoin était, que pour LO la politique se résume en définitive aux joutes électorales, à la conquête de mairies, et qu'elle se considère comme faisant partie de cette gauche qu'elle affecte de dénoncer (et avec laquelle elle avait passé des accords électoraux aux municipales précédentes) (4).

PRÉPARER LE SÉISME SOCIAL

Le prolétariat ne peut ni ne pourra jamais se défendre sur le terrain électoral, il ne pourra jamais faire avancer ses intérêts de classe grâce aux urnes.

Pour résister à la pression toujours croissante du capitalisme, pour combattre les attaques incessantes des gouvernements successifs et de l'Etat au service des patrons, il faut tourner le dos au cirque électoral, refuser d'entrer dans ce jeu truqué pour se placer sur le terrain de la lutte ouverte. Ce sera encore plus vrai lorsque la bourgeoisie se tournera effectivement vers des alternatives de type fasciste, ce qui n'est pas du tout le cas aujourd'hui où le système démocratique réussit toujours, même si c'est avec une efficacité qui tend à se réduire, à paralyser les prolétaires.

Sur le terrain de l'affrontement direct entre les classes, les forces potentielles du prolétariat, classe dont l'exploitation est indispensable au capitalisme, sont immenses car c'est son travail qui est la source de pratiquement toutes les richesses sociales. Quand, rompant non seulement avec les illusions électorales, mais aussi avec les forces du collaborationnisme de gauche ou d'extrême-

me-gauche et s'organisant sur des strictes bases de classe, le prolétariat s'engagera sur le terrain de la lutte classe contre classe, alors sonnera l'heure non plus des sempiternels séismes électoraux, mais du **séisme social**: la révolution communiste.

Pour préparer dans la mesure des possibilités réelles cette perspective grandiose, il n'y a pas d'autre voie que de travailler à la reconstitution du **parti de classe international** sur la base de la lutte programmatique, politique et pratique contre tous les adversaires du prolétariat se présentant comme ses amis - du réformisme classique à l'extrême gauche petite-bourgeoise - et pour la solidarité et l'union internationale des prolétaires.

(1) cf *Lutte de classe* n° 159 (avril 2014)

(2) cf *Lutte de classe* n° 160 (mai-juin 2014)

(3) cf *Lutte de classe* n° 159.

(4) LO n'hésite ainsi pas à écrire que le PCF, héritier de la contre-révolution stalinienne, défenseur intraitable de l'impérialisme et de l'ordre bourgeois, contribue à «*maintenir*», «*dans les milieux populaires*», «*des références, même imprécises, souvent lointaines et édulcorées, des idées communistes*»! cf LO n°2383 (4:4/2014).

(Les chiffres électoraux sont tirés des études Ipsos et Ifop: http://www.ipsos.fr/ipsos-public-affaires/actualites/2014-05-25-europeennes-2014-comprendre-vote-francais-et-www.ifop.com/media/poll/2670-1-study_file.pdf)

A propos des élections européennes Contre l'énième mystification démocratique, pour la reprise de la lutte de classe révolutionnaire !

(Suite de la page 1)

tre nations et entre impérialismes, par un affrontement armé. Depuis la fin de la dernière guerre mondiale il ne s'est pas passé une année sans que les classes dominantes d'Europe ou d'Amérique ne soient engagées dans des guerres locales, régionales ou continentales. De source militaire, la plus grande partie des guerres qui ont éclaté depuis 1945 auraient été des conflits «internes» aux pays en question ou aux régions dont font partie ces pays; mais il y a toujours eu une intervention directe ou indirecte des pays impérialistes, à commencer par l'impérialisme français. On estime que les victimes civiles sont passées de 60% du total des morts lors de la deuxième boucherie mondiale à 90% dans les années quatre-vingt dix du siècle dernier. Selon un institut de sciences politiques allemand (1), il y aurait ainsi eu 1255 conflits de 1950 à 1998. Vingt millions de morts et 60 millions de blessés (selon les chiffres de ce même institut), voilà ce qu'a signifié la paix promise par les Démocraties occidentales et le faux socialisme de marque stalinienne après leur victoire sur le nazisme. Sans doute il s'agissait de conflits «locaux», «internes» et non mondiaux; mais si l'on considère leur nombre et leur répartition sur toute la planète - aucun continent n'y a échappé - leur caractère international saute aux yeux, qu'il s'agisse de guerres menées par les vieilles puissances coloniales pour tenter de maintenir leur domination comme en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient ou Amérique Latine, ou d'interventions impérialistes pour soumettre à leur contrôle des pays comme en Europe, etc.

La paix capitaliste ne peut que préparer la guerre capitaliste pour se repartager le monde. Et en raison précisément de leur développement capitaliste les pays européens sont inévitablement engagés dans tout conflit, qu'il naisse en Europe ou ailleurs dans le monde, les réseaux d'inté-

rêts capitalistes, depuis plus d'un siècle et demi, couvrant le monde entier.

Sous le capitalisme, il n'y aura jamais de paix, en Europe ou hors d'Europe!

LE PROGRÈS?

Depuis toujours les capitalistes se vantent d'être les acteurs du progrès économique et scientifique et donc du progrès social, politique et culturel de tous les pays. Selon l'idéologie bourgeoise, le degré le plus élevé de civilisation est celui atteint sur la base de la grande industrie du commerce toujours plus intense et étendu, de la puissance économique découlant de la quantité toujours plus grande de marchandises produites et vendues; cette civilisation devrait être défendue par tous les moyens pour que chaque pays, chaque entreprise, chaque capitaliste ait la «liberté» de se développer au maximum de ses potentialités individuelles, faisant ainsi valoir ses atouts dans la concurrence sur les marchés.

Les innovations et les révolutions scientifiques dans la production, la distribution, la communication seraient la preuve du progrès social: les entreprises qui les adoptent ont une rame supplémentaire pour combattre la concurrence car ils se placent ainsi à l'avant-garde du progrès par rapport à leurs concurrents. Le progrès économique est le fils de l'innovation continue dans les processus de production et de distribution; mais l'objectif de ces innovations est de combattre la concurrence; ce progrès concerne essentiellement certains secteurs de l'économie, ceux où l'investissement est le plus rentable. Autrefois révolutionnaire, le progrès économique n'est plus synonyme de progrès social, mais seulement de bénéfices croissants pour les capitalistes et de misère croissantes pour les masses prolétaires, mais aussi paysannes;

La production capitaliste requiert l'usage tant du capital que de la force de travail salariée; or celle-ci étant exploitée au bénéfice exclusif du capital, le progrès économi-

que de ce dernier ne constitue que de manière marginale un progrès pour les travailleurs. Ce n'est que pour éviter que les luttes ouvrières ne se transforment en lutte de classe que le capital et ceux qui l'incarnent ou le représentent - capitaliste individuel, associations de capitalistes, Etat ou institutions publiques locales - concèdent aux travailleurs des améliorations de leurs conditions de vie et de travail. Mais ces conditions peuvent se détériorer à tout moment selon les périodes de crise et les capacités de résistance des travailleurs. C'est ce que démontrent les licenciements, les fermetures d'usine, les baisses de salaire, la réduction continue des protections sociales, l'augmentation générale de l'incertitude et de la précarité du travail et de la vie, qui sont le lot des prolétaires. Sous le capitalisme, le progrès économique, quand il n'est pas interrompu par les crises, est assuré pour le capital; il ne l'est jamais pour le prolétariat. L'antagonisme entre travail salarié et capital ne cesse jamais, même quand, comme dans la période actuelle, il ne se manifeste pas de la part du prolétariat sous la forme de la lutte de classe!

Mais le progrès bourgeois s'identifie aussi avec le système politique qui répond aux principes de la démocratie; selon ces derniers chaque individu aurait le pouvoir d'influer sur les décisions qui regardent le pays auquel il appartient, ou même un groupe de pays comme dans le cas des élections européennes; en conséquence l'activité économique pourrait être orientée en direction du progrès social général. Dans les faits, les classes dominantes de chaque pays font dépendre le progrès social de la **croissance économique** qui n'est autre que la croissance des profits capitalistes.

En qui consiste cette croissance économique?

Dans la capacité de vaincre la concurrence sur les marchés inférieurs des pays comme sur les marchés internationaux,

Pour la lutte de classe anticapitaliste! Pour la révolution communiste internationale!

(tract diffusé par nos camarades pour le premier mai 2014)

PROLÉTAIRES, CAMARADES!

Les gouvernements qui se succèdent alternativement à la tête de l'Etat n'ont qu'un souci: assurer la bonne marche de l'économie capitaliste. De droite comme de gauche, «socialistes» ou «libéraux», «réformistes» ou «conservateurs», ils obéissent aux aspirations et servent les intérêts, non de leurs électeurs ou des «citoyens» en général, mais des groupes capitalistes, industriels et financiers les plus puissants qui sont les maîtres véritables dans tous les pays. La démocratie et tout son système électoral n'est qu'un paravent qui sert à masquer la réalité de la division de la société en classes aux intérêts antagoniques et la **dictature de la classe dominante** sur la classe exploitée. Selon le principe démocratique, tous les «citoyens», qu'ils soient des riches capitalistes ou des chômeurs jetés à la rue sont égaux devant la loi et ils ont, par leur bulletin de vote, la même possibilité de décider de l'orientation de la politique étatique.

Absurde mensonge qui est démenti tous les jours! L'Etat est une **machine d'oppression** éditée depuis des siècles au service de la classe dominante que la bourgeoisie a arraché à l'aristocratie et qu'elle n'a cessé de renforcer et de perfectionner pour qu'il devienne le **représentant collectif du capitalisme** (Engels). Il est par nature incapable de s'opposer aux intérêts capitalistes, et a fortiori, de prendre la défense des prolétaires exploités contre les capitalistes exploités! Si d'aventure un gouvernement ou des lois se mettent à gêner le bon fonctionnement économique ou politique du capitalisme, ce gouvernement est balayé, ces lois sont ignorées ou supprimées. Les exemples sont légion dans l'histoire y compris la plus récente en Europe, de la Grèce des colonels à la France gaulliste.

PROLÉTAIRES, CAMARADES!

Seuls des **hypocrites** ou de parfaits **abrutis** pourraient s'indigner du fait que des gouvernements «de gauche» qui, en Italie ou en Espagne, en Allemagne ou en France, etc., ont mené et mènent des politiques anti-ouvrières avec plus de zèle encore que des gouvernements «de droite». La fonction politique précise du réformisme, cet **agent de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière** (Lénine) qui s'appuie sur les secteurs relativement «privilegiés» de l'«aristocratie ouvrière», est précisément de faire admettre les impératifs capitalistes par les travailleurs, ou au moins de paralyser leurs réactions. Grâce à la **complicité active** des appareils syndicaux et autres organisations de **collaboration de classe** dont le patriotisme économique est le credo, les gouvernements de gauche réussissent plus facilement cette sale besogne, alors que des gouvernements de droite risquent de provoquer des luttes plus difficiles à contrôler. La seule chose qui change est qu'au fil des années les «contreparties» et «concessions» accordées aux travailleurs pour faire passer la détérioration de leurs conditions de vie et de travail, sont toujours plus maigres.

Bien entendu à chaque fois ces mesures anti-ouvrières et antisociales sont présentées comme des **«sacrifices temporaires»**, des mesures douloureuses mais inévitables afin de «redresser» le pays et rétablir sa santé économique. Mais après des décennies de sacrifices et de mesures infligées aux travailleurs, le capitalisme n'a pas retrouvé la santé et il exige de nouveaux sacrifices! Dans tous les pays, les capitalistes exigent toujours davantage, en expliquant que les bénéfices des entreprises nationales sont plus faibles que ceux de leurs concurrents, ce qui les handicape dans la guerre économique et fait perdre des parts de marché à l'économie du pays!

PROLÉTAIRES, CAMARADES!

Cette situation n'est pas due à une incurie particulière des capitalistes nationaux ou à une mauvaise politique des divers gouvernements, mais au fonctionnement même du capitalisme. La croissance économique continue pendant les trois décennies qui ont suivi la dernière guerre mondiale, a été permise précisément par les destructions gigantesques de cette guerre. La reconstruction d'après-guerre a initié un grand cycle d'accumulation qui s'est continué grâce à l'ouverture au capitalisme de vastes régions du globe. Mais cette formidable expansion ne pouvait déboucher, comme les marxistes l'avaient prévu,

que sur des crises de surproduction répétées et toujours plus graves, la plus grave de toutes, celle de 2008, n'étant toujours pas surmontée. Pour surmonter la crise, il n'y a qu'un remède sous le capitalisme: **accroître l'exploitation** des prolétaires pour en tirer davantage de plus-value et liquider les entreprises les moins rentables afin de restaurer le taux profit de moyen de l'économie: cela signifie **chômage de masse, baisse des salaires réels, augmentation de la charge de travail** pour ceux qui ont un emploi et **précarité accrue pour tous**. A cette condition, l'économie peut redémarrer... jusqu'à la crise suivante, car dans tous les pays les capitalistes font la même chose et la surproduction réapparaît inévitablement, suscitant les affrontements entre Etats. Jusqu'au point où finalement il n'y a plus d'autre solution qu'une nouvelle guerre généralisée, une **troisième guerre mondiale**, seule façon de liquider radicalement par des destructions massives, les forces productives en surnombre, à commencer par les dizaines de millions de prolétaires que le capitalisme mondial n'arrive pas à exploiter...

Face à cet avenir de sang et de misère que promet le capitalisme - et qu'il inflige déjà aux prolétaires et aux populations de divers pays et régions du monde -, face aux attaques présentes et futures, les alternatives avancées par les réformistes de gauche et d'extrême-gauche ne sont que de la **poudre aux yeux**. Il n'existe pas une **«autre politique»**, opposée au dit **«ultra-libéralisme»** actuel, qui permettrait de revenir au supposé «âge d'or» de la croissance économique (durement payé par les prolétaires des pays impérialistes comme par les populations opprimées des pays sous leur coupe), ou qui déboucherait sur un autre capitalisme, humain et social: il n'existe pas d'autres solutions pour défendre le capitalisme national que de s'attaquer aux prolétaires!

PROLÉTAIRES, CAMARADES!

Les travailleurs ne sont pas condamnés à l'impuissance: ce sont eux qui, par leur travail, font vivre la société et créent les richesses que s'accapare la classe dominante; ils ont donc entre leurs mains le sort de cette classe et de cette société d'exploitation. La résignation et la passivité actuelles sont diffusées dans le prolétariat par tout le gigantesque appareil de propagande bourgeois; mais elles le sont aussi et surtout par les innombrables forces de la démocratie et de la collaboration de classe entretenues par la bourgeoisie pour dévier le mécontentement croissant dans les impasses du cirque électoral ou dans d'impuissantes agitations interclassistes, pour saboter les luttes et diviser les prolétaires selon la nationalité, la race, l'âge, le sexe, la corporation, etc.

Le besoin de se défendre contre les patrons, contre les capitalistes et leur Etat, va cependant devenir de plus en plus impérieux. Mais aucune défense n'est possible en suivant la voie indiquée par les partis réformistes et les appareils syndicaux collaborationnistes: **on ne peut résister aux capitalistes par le bulletin de vote ou les manifestations-procession, mais uniquement par la lutte de classe!**

Cela signifie la défense exclusive des intérêts de classe prolétariens, indépendamment de tous les intérêts bourgeois (camouflés en défense de l'entreprise, de l'économie nationale ou de l'intérêt général), avec les méthodes et les moyens de classe nécessaires à toute lutte véritable (refus des lois, mesures et méthodes légalistes et pacifistes visant à stériliser la force des travailleurs, recours à l'action directe des travailleurs, etc.) - y compris l'organisation indépendante de la lutte et de sa défense.

Mais la lutte de résistance élémentaire, qui implique la rupture ouverte avec le organisateurs des défaites ouvrières que sont les partis réformistes et les organisations collaborationnistes, n'est encore que le **premier pas** vers la renaissance de la lutte anticapitaliste générale: la lutte révolutionnaire dont l'**organe** indispensable est le parti de classe **internationaliste et international**, et qui se fixe comme but le renversement du capitalisme international, l'instauration de sa dictature, étape indispensable pour aller vers la société sans classes, le **communisme**.

Ce but final peut sans doute paraître aujourd'hui démesurément éloigné; mais c'est le capitalisme lui-même qui créera inexorablement les conditions objectives de la crise révolutionnaire et il dépendra alors de la capacité du prolétariat dirigé par son parti à en sortir victorieux, la possibilité pour l'humanité d'échapper à une nouvelle boucherie mondiale et de sortir enfin de l'enfer capitaliste.

Vive la lutte prolétarienne anticapitaliste!
Vive la révolution communiste internationale!

Elections européennes ...

c'est-à-dire dans la capacité à accroître la **productivité du travail** (baisse des coûts de production par unité de produit), autrement dit de **baisser le coût du travail**, ce qui signifie baisse du salaire réel. On le constate aujourd'hui dans tous les pays avec les réductions de salaire, l'augmentation du chômage, la hausse du coût de la vie (il suffit de penser au logement, aux transports, aux biens de première nécessité). Dans le rapport entre capital et travail salarié, qui est le rapport fondamental dans la société capitaliste, la démocratie n'intervient pas, sinon pour faire croire aux prolétaires qu'en exprimant leur opinion par le vote, ils pourraient un jour ou l'autre obliger les représentants du capitalisme à tempérer leur voracité et à leur concéder quelques améliorations de leurs conditions de vie et de travail.

Par rapport à l'autocratie, au féodalisme, aux monarchies, au despotisme asiatique, etc., la démocratie bourgeoise a historiquement constitué un progrès. Pendant la

période révolutionnaire, elle a suscité l'engagement des masses paysannes et prolétariennes dans les mouvements nécessaires au renversement de l'ancien régime. Après le despotisme du vieil ordre social, la démocratie qui s'est développée en même temps que le capitalisme, a permis aux masses de s'organiser pour la défense de leurs intérêts, leur faisant faire ainsi un apprentissage politique absolument impossible autrefois. C'était indispensable pour la bourgeoisie qui ne pouvait renverser les anciens régimes sans l'action déterminée et violente des masses. Mais après cette période révolutionnaire et la période de transformation réformiste qui a suivi, la démocratie bourgeoise a démontré son incapacité à servir à la défense des intérêts prolétariens et son rôle extrêmement précieux au service de la conservation sociale. Avec la croissance du capitalisme, la démocratie a eu au cours du temps de plus en plus de difficulté à masquer le véritable visage de la dictature de classe de la bourgeoisie.

Dès le départ la démocratie est basée sur le principe complètement faux selon le-

quel tous les individus étant égaux en droit, ils jouiraient tous de la même parcelle de souveraineté; quelle que soit sa position sociale, l'opinion de chaque individu, le bulletin de vote de chaque électeur, aurait le même poids. Dans la réalité, la société est divisée en classes sociales aux intérêts différents et opposés; il existe une classe dominante - la bourgeoisie - qui dispose d'un monopole sur les richesses sociales et qui jouit en conséquence d'un monopole sur le pouvoir politique et militaire; et une classe exploitée - le prolétariat - qui ne possède rien d'autre que sa force de travail. Ce que veulent, ambitionnent et pensent les membres de la classe dominante, ne peut avoir le même poids que ce que veulent, ambitionnent et pensent les membres de la classe dominée. La démocratie bourgeoise est donc une tromperie formidable dont caractère fallacieux est d'autant plus évident dans les périodes de crise où la situation de domination du prolétariat devient plus pesante!

La soumission matérielle des prolétaires au système économique capitaliste dont

dépend leur survie, est la base objective de leur soumission à l'idéologie bourgeoise. Le capitaliste tient entre les mains le destin des travailleurs de son entreprise parce que c'est du système capitaliste en général que dépendent la vie et la mort des masses prolétariennes: le capital donne ou non le salaire qui fait vivre les prolétaires, il a donc droit de vie ou de mort sur eux. En absence d'une forte lutte de résistance prolétarienne, organisée sur des bases de classe, les capitalistes poussés par leur insatiable soif de profit, imposent des conditions de travail toujours plus inhumaines; en témoignent l'augmentation des accidents du travail, des maladies professionnelles ou les travailleurs migrants qui meurent en traversant déserts montagneux et mers à la recherche d'un travail! Il ne se passe pas un jour qu'en Europe ou ailleurs il n'y ait des victimes du travail salarié: dans les mines ou les usines textiles, sur les chantiers ou dans les transports, sans parler de la mort lente causée par la pollution dans les grandes métro-

(Suite en page 4)

A propos des élections européennes Contre l'énigme mystification démocratique, pour la reprise de la lutte de classe révolutionnaire !

(Suite de la page 3)

poles, le stress et la fatigue due à une charge excessive de travail, etc. Les prolétaires vont au travail comme ils vont à la guerre!

La démocratie bourgeoise, avec ses hymnes à la «souveraineté populaire» et ses appels à la participation des prolétaires aux consultations électorales pour élire ses gardes-chiourmes, est une duperie dont le but essentiel est de camoufler la division de la société capitaliste en classes antagonistes, et la réalité de la **dictature de la bourgeoisie**. La mystification de l'égalité de tous les citoyens sert à dévier les poussées prolétariennes dans les méandres d'institutions qui dans les faits ne font passer que des lois répondant aux intérêts bourgeois, et de mécanismes électoraux qui ne servent qu'à gaspiller des énergies qui pourraient se consacrer à la défense réelle des intérêts de classe. Avec la démocratie que les bourgeois européens se vantent d'avoir inventée et exportée dans le monde entier, le prolétariat n'a fait aucun pas vers son émancipation de l'esclavage salarié; en embrassant non seulement le principe démocratique, mais aussi ses méthodes et ses mécanismes, le prolétariat ne fait que renforcer son asservissement au pouvoir bourgeois.

Toute force, politique ou syndicale, qui préconise aux prolétaires l'utilisation de la démocratie bourgeoise pour défendre ses intérêts, immédiats ou généraux, est une **force ennemie**, une force de conservation sociale qui oeuvre au maintien du système capitaliste de l'esclavage salarié.

LE BIEN-ÊTRE SOCIAL?

Il n'y a pas de doute que le niveau de vie, y compris du prolétariat, est plus élevé dans les divers pays capitalistes avancés que dans beaucoup de pays retardataires, ou comme on dit aujourd'hui, «en voie de développement». Ce n'est pas par hasard si l'Europe, surtout du nord, et l'Amérique du nord sont l'objectif de millions de migrants venus de pays qui ont connu la forme la plus bestiale de la fameuse civilisation bourgeoise – le colonialisme européen – et la domination impérialiste qui a suivi; si, à travers les luttes de «libération nationale», ces pays se sont libérés de la domination militaire directe qu'ils subissaient, ils ne pouvaient se libérer de la domination économique et financière des centres impérialistes. Le niveau de vie plus élevé des prolétaires des pays européens n'est pas dû seulement aux luttes qu'ils ont menées dans le passé; il est aussi en partie dû à la gigantesque exploitation des prolétaires des pays «dépendants» par l'impérialisme comme par les bourgeoisies autochtones. La condition des prolétaires des grands pays capitalistes est sans doute de plus en plus dure et précaire; elle n'est cependant pas comparable à celle des prolétaires du Bangladesh, d'Égypte, d'Afrique du Sud, de Bolivie ou de Chine. Cette différence, qui ne constitue pas un bien-être assuré et durable, comme le démontrent les crises, tend à s'amenuiser et toujours plus nombreux sont les prolétaires des pays riches qui sont plongés dans une situation comparable à celle des pays pauvres.

La tendance historique du capitalisme est de prolétarianiser des masses toujours plus nombreuses, expropriant des territoires toujours plus vastes en jetant dans la misère et la faim des populations entières; celles-ci constituent de fait une gigantesque *armée industrielle de réserve mondiale*, à exploiter soit dans les pays d'origine, soit, par l'émigration, dans les pays plus développés où elle est utilisée aussi pour faire pression sur les conditions des prolé-

taires autochtones, les dégradant peu à peu. Le «bien-être social pour tous» promis par la démocratie et le réformisme se traduit en fait par une «détérioration sociale généralisée»!

La tendance historique du mouvement ouvrier est de résister à la féroce pression patronale en s'organisant pour défendre par la lutte ses intérêts immédiats, et en donnant vie à un mouvement social, donc politique, pour éliminer l'exploitation capitaliste de la face de la terre. L'Europe où est né le capitalisme a connu en même temps la lutte des prolétaires contre la violence économique du capitalisme et la violence sociale des classes bourgeoises et de leurs Etats, y compris les plus démocratiques, ouvrant avec leurs premières grèves et leurs premières associations économiques de défense classiste, la voie qui conduira à leur émancipation. **Le prolétariat se constitue en classe donc en parti**, affirme le Manifeste du Parti Communiste de Marx et Engels; **toute lutte de classe est une lutte politique**: la voie est historiquement tracée par le capitalisme lui-même qui en se développant, crée et développe sous tous les cieux le prolétariat, seule source de profit par l'exploitation de son travail; et pour cette raison même, la classe exploitée, le prolétariat, a potentiellement la force historique de mettre définitivement fin au mode de production capitaliste et à la société fondée sur celui-ci.

Les prolétaires resteront les victimes désignées au sacrifice sur les autels du dieu Capital, tant qu'ils ne rejeteront pas les diktats bourgeois, tant qu'ils ne réussiront pas à utiliser leur force sociale, organisée et unie, dans un affrontement ouvert entre les classes en surmontant les divisions et la concurrence fomentées par les bourgeois et toutes les forces de la conservation sociale.

Le «bien-être social» que les bourgeois démocrates et toutes les forces de l'opportunisme politique et syndical n'a rien à voir avec la satisfaction des besoins du prolétariat ni de l'espèce humaine en général, en harmonie dans un rapport harmonieux avec la nature; il dépend uniquement et toujours du taux de profit qui, s'il est suffisamment élevé, permet aux capitalistes d'en accorder quelques miettes pour maintenir la paix sociale et calmer les prolétaires dont ils craignent encore les tendances à se révolter violemment. C'est d'ailleurs dans le même but que la bourgeoisie organise depuis toujours des structures et des organisations charitables pour éviter d'avoir à ramasser les morts de faim et de maladie dans les rues...

Le «bien-être social» que les bourgeois concèdent à une couche réduite de prolétaires pour acheter leur soutien contre la masse et pour contrepartie la misère, la précarité et la faim pour des millions d'autres. En plus de tout son pouvoir économique et politique, en plus de la concurrence généralisée entre les prolétaires, la bourgeoisie compte en effet sur un autre puissant facteur de conservation sociale: l'**opportunisme**, le collaborationnisme; forces provenant de la petite-bourgeoisie et des couches supérieures du prolétariat corrompues par des privilèges de caste typiques de l'aristocratie ouvrière et organisées de façon capillaire dans les stratifications ouvrières, et qui jouissent d'une influence réelle sur les masses prolétariennes, surtout parce qu'elles ont reçu de la classe dominante la patente de «représentants des travailleurs». Elles n'ont comme objectif que la défense de l'ordre établi parce c'est de celui-ci qu'elles tiennent la situation et les avantages qui les mettent au dessus de la masse.

La démocratie et l'opportunisme sont liés à la même tromperie bourgeoise. Les prolétaires n'ont jamais obtenu et n'obtien-

dront jamais leur émancipation de l'esclavage salarié par la démocratie et ses institutions électives; en suivant l'opportunisme ils n'obtiendront jamais un véritable bien-être durable pour tous. D'abord parce que le capitalisme ne pourra jamais permettre sa réalisation car il fonde son pouvoir sur la division et la concurrence entre prolétaires; ensuite parce que l'opportunisme, malgré ses déclarations, se nourrit précisément de cette concurrence et de cette division. La seule unité que reconnaît la démocratie est l'unité «patriotique», c'est-à-dire l'unité de toutes les classes sociales pour la défense des intérêts généraux du capitalisme national quand ceux-ci sont mis en danger par les capitalismes nationaux concurrents. L'unité que recherche l'opportunisme est exactement la même: l'unité interclassiste pour la défense de l'économie nationale, ou régionale, ou de l'entreprise face à ses concurrents, demain l'«union sacrée» pour défendre la «patrie» contre d'autres Etats. Au niveau politique parlementaire comme au niveau syndical les grandes organisations de l'opportunisme réformiste se sont transformées avec le temps en forces ouvertement collaborationnistes, jetant aux orties les vieilles références au socialisme, à la révolution, à l'émancipation révolutionnaire qui après tant de décennies ne servaient plus à tromper les prolétaires.

Mais les contradictions de la société bourgeoise ne disparaissent jamais; elles produisent inévitablement des tensions, des luttes, des explosions qui impliquent des secteurs plus ou moins larges du prolétariat; de ces luttes peuvent naître des poussées classistes et des tendances à renouer avec les traditions classistes du passé dans lesquelles peut s'insérer la théorie jamais disparue du communisme révolutionnaire, véritable force historique du mouvement réel du prolétariat que jamais aucune propagande, aucune manœuvre, aucun pouvoir de la bourgeoisie ne pourront vaincre définitivement.

* * *

Les prolétaires ont été appelés à nouveau aux élections pour renouveler le parlement européen. Ils ont été appelés à faire confiance en une Europe que les organisations politiques plus liées à la direction des Etats bourgeois présentent comme un bouclier à l'abri duquel les populations des 28 pays membres seraient défendues au delà des intérêts particuliers d'Etats ou de couches sociales.

Mais il existe d'autres forces politiques et syndicales, tout aussi pénétrées d'idéologie bourgeoise, qui critiquent la gestion politique de l'Union Européenne, accusant «l'Europe» de ne pas faire assez pour soutenir la croissance économique de leur pays, de n'imposer que des politiques d'austérité économiquement désastreuses comme en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie ou en France. Elles lancent démagogiquement la menace de «sortir de l'Europe» ou de «sortir de l'euro», répandant l'illusion qu'un Etat puisse prendre des décisions en pleine indépendance et trouver une issue dans une nouvelle autarcie.

Mais de quelle indépendance parle-t-on? Il existe 244 Etats dans le monde, mais un nombre restreint de pays les plus industrialisés, (le fameux «G 20» qui représente 80% du PIB mondial les deux tiers du commerce et de la population de la planète, décident du sort des autres. Le réseau international des relations économiques, commerciales, ou financières s'est tellement développé avec la croissance du capitalisme qu'aucune économie nationale, même celle des Etats-Unis, ne peut vivre séparée du reste du monde. Telle est la réalité du stade impérialiste du capitalisme qui est la cause du développement ou du non développement des divers pays. La concurrence internationale engendre nécessairement des contrastes qui poussent les diverses bourgeoisies à passer des alliances pour être mieux à même de l'empor-

ter ou tout simplement pour survivre en tant que classe dirigeante.

Il n'en est pas diversément à l'intérieur de l'Union Européenne (appelée souvent «Europe» en raison du nombre de pays qui en font partie) ne fait pas exception: l'«indépendance nationale» de chaque Etat membre dépend, comme toujours, de sa puissance économique. Les Etats les plus puissants pèsent inévitablement de tout leur poids sur les décisions de politique économique et sociale des autres. L'Allemagne, surtout après avoir digéré sa réunification, est le pays économiquement le plus fort; elle sert de catalyseur pour les pays plus faibles pour lesquels elle constitue non seulement une protection mais aussi un marché; cependant sa domination, qui se manifeste par l'imposition de mesures douloureuses à ces pays, est aussi un facteur de déstabilisation au sein de l'U. E. Aujourd'hui contenus dans les limites de polémiques verbales, ces heurts d'intérêts pourraient dans un futur peut-être pas si éloigné, se transformer en éventuels affrontements militaires.

Cependant le mythe de l'Europe Unie, d'une fédération d'Etats politiquement unis qui dépasserait le niveau des accords économiques et monétaires qui ont accompagné l'établissement du «marché commun» puis de la «monnaie commune», n'est pas mort. Et il semble s'appuyer sur des bases plus solides qu'au moment de la première ou de la deuxième guerre mondiale; les affrontements nationaux qui ont rythmé l'histoire européenne semblent avoir disparu depuis l'écroulement de l'URSS et la désintégration de la Yougoslavie ainsi qu'avec le passage à l'euro dans une grande partie de l'Europe, avec tout ce que cela implique de centralisation de la gestion monétaire par une Banque Centrale Européenne. Cependant ce mythe se heurte à la réalité du développement contradictoire du capitalisme; les bases historiques des capitalismes nationaux européens et de leur développement à travers des affrontements incessants ne peuvent pas être masquées par la propagande européiste. La formule du Manifeste du parti communiste reste toujours aussi valable aujourd'hui: «*La bourgeoisie est toujours en lutte: au départ contre l'aristocratie, plus tard contre*

MARX ENGELS L'origine des idées dominantes

Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle.

La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante.

Les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants, elles sont ces rapports matériels dominants saisis sous forme d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante; autrement dit, ce sont les idées de sa domination.

Les individus qui constituent la classe dominante possèdent, entre autres choses, également une conscience, et en conséquence ils pensent; pour autant qu'ils dominent en tant que classe et déterminent une époque historique dans toute son ampleur, il va de soi que ces individus dominent dans tous les sens et qu'ils ont une position dominante, entre autres, comme êtres pensants aussi, comme producteurs d'idées, qu'ils règlent la production et la distribution des pensées de leur époque; leurs idées sont donc les idées dominantes de leur époque

«L'idéologie allemande», Tome I, Ed. Sociales 1972, p. 111-112

les fractions de la bourgeoisie elle-même dont les intérêts entraînent en opposition aux progrès de l'industrie, et toujours contre les bourgeoisies de tous les pays étrangers» (2).

L'accoucheuse de l'histoire n'a jamais été la formalisation constitutionnelle des Etats, mais la violence économique, politique, militaire avec laquelle la bourgeoisie s'est imposée dans chaque pays et dans les rapports avec les autres pays. L'Europe des citoyens, des patries, des peuples, des travailleurs, etc., sont autant d'expressions strictement bourgeoises pour rehausser un objectif mythique – celui d'un Europe unie – qui ne pourra jamais être réalisée par des moyens démocratiques et pacifiques. L'union d'Etats bourgeois ne peut être réalisée que par la violence, par la guerre, pour briser les Etats vaincus et les «unir» à l'Etat vainqueur. La dernière tentative sérieuse d'union européenne a été celle de l'Allemagne hitlérienne et seule une autre guerre mondiale pourrait donner éventuellement la possibilité d'une unification capitaliste du continent; et au cas où celle-ci se réalisait, elle ne ferait que préparer un affrontement ultérieur avec les autres géants impérialistes pour la domination mondiale.

Il est impossible de savoir jusqu'à quel point devront encore se détériorer les conditions de vie et de travail du prolétariat pour que renaissent des poussées de lutte classiste. Mais il est sûr que l'aggravation des contradictions au sein de la société pousseront en toujours plus grand nom-

bre les prolétaires européens à suivre l'exemple de leurs frères de classe étrangers; c'est de ces premiers pas, limités, partiels, mais de classe que les prolétaires devront recommencer à lutter en se reconnaissant comme membres d'une classe qui dispose d'une force gigantesque, à condition qu'elle retrouve les moyens et les méthodes classistes. Peu importe pour les prolétaires d'Europe de toutes nationalités, que leur patron soit pro-européen ou euro-sceptique, qu'il soit européen ou non. Ce qui doit leur importer c'est la reconquête de leur force de résistance à l'exploitation capitaliste, c'est la transformation cette résistance en une véritable lutte de classe contre le capitalisme.

Tourner le dos au bulletin de vote, refuser de participer aux élections, européennes ou autres, est une preuve de dégoût pour une opération qui n'a jamais donné ce qu'elle promettait, un premier signe encourageant de la perte d'influence du mécanisme de la démocratie bourgeoise.

Mais à condition de ne pas se replier dans la misère de la vie individuelle, de ne pas se résigner à la concurrence vis-à-vis de ses frères de classe: les prolétaires devront réagir non sur le plan individuel mais social, non dans les urnes mais dans la lutte. Le prolétariat n'a rien à défendre de la société bourgeoise où il est exploité, il a un monde à gagner. Mais ce monde n'est pas celui que les partis de droite, de gauche ou d'«extrême-gauche lui font miroiter: l'Europe des citoyens, des peuples ou des tra-

vailleurs.

Ce monde, il naîtra de la révolution anti-capitaliste, et si cette révolution éclate dans l'Europe super-capitaliste, ce ne pourra être que dans le cadre d'une vague internationale où le prolétariat guidé par son parti de classe, aura la force de renverser les classes dirigeantes au moins dans les principaux pays. Le résultat ne sera pas les Etats-Unis d'Europe, mais la République socialiste internationale dont le territoire ne correspondra pas à celui des Etats actuels, mais sera déterminé par les progrès de la révolution internationale et de la guerre révolutionnaire contre le capitalisme mondial.

Pour atteindre ce résultat historique, anticipé par la théorie marxiste, il faudra que le prolétariat rompe toutes les chaînes qui l'attachent à l'ordre établi, quelles soient de nature sociale, politique ou idéologique; il faudra qu'il reconstitue ses associations de défense économique en brisant les liens avec lesquels le collaborationnisme politique et syndical l'emprisonnent; il lui faudra se lancer dans l'affrontement de classe ouvert. Sa perspective n'est pas de se noyer dans l'informe magma du peuple, mais au contraire de se libérer complètement de l'interclassisme pour pouvoir marcher vers la prise révolutionnaire du pouvoir, seul moyen pour révolutionner toute la société. C'est dans cette trajectoire de lutte classiste que le prolétariat pourra rencontrer son parti de classe, comme cela est déjà arrivé dans la période révolutionnaire précédente, si-

gnée par la victoire de 1917.

Le prolétariat a derrière lui une grande histoire, et il en a une plus grande encore devant lui. Les classes dominantes du monde entier ont tremblé parce qu'elles ont été confrontées à la menace de leur propre fin. Et avec elles ont tremblé toutes les forces de l'opportunisme quelle que soit leur apparence y compris prétendument «révolutionnaire»: de la social-démocratie à l'anarchisme, elles ont été identifiées combattues et vaincues. C'est grâce à cette formidable expérience historique, que le mouvement révolutionnaire, condensé ensuite dans le courant de la Gauche communiste, a pu survivre, même si c'est avec des forces microscopiques, au gigantesque tsunami contre-révolutionnaire, stalinien et post-stalinien, qui a voulu tout détruire et tout falsifier. La force de la théorie marxiste invariante a permis de comprendre les divers phénomènes de l'évolution du capitalisme et de prévoir son débouché dans la crise révolutionnaire future; elle a servi et sert de guide aux militants représentent l'embryon du futur parti de classe qui, demain, devra guider les masses prolétariennes du monde entier à l'assaut du ciel.

Qui vivra, verra!

(1) *Arbeitsgemeinschaft Kriegsursachenforschung*, Institute for Political Science of Hamburg

(2) Le Manifeste du Parti Communiste

Espagne Monarchie et République ne sont que deux formes du gouvernement bourgeois, également anti-prolétariennes

(Suite de la page 1)

ses, en même temps qu'à l'impérieuse nécessité de réorganiser les secteurs stratégiques de l'économie nationale pour défendre sa position dans la concurrence inter-impérialiste; tâche qui n'aurait pu être réalisée si la forme étatique avait continué à être celle de la «démocratie organique» existant depuis la fin de la guerre civile. Il était nécessaire de réaliser une réforme démocratique qui puisse donner un semblant de réalité à la fiction selon laquelle le prolétariat pouvait voir ses aspirations réalisées non par la lutte, mais par la collaboration avec la bourgeoisie garantie par les élections, le parlement, la constitution et la monarchie parlementaire. C'était une condition indispensable pour demander aux prolétaires des sacrifices en faveur du bien commun censé être la démocratisation de l'Etat et la bonne marche de l'économie. La bourgeoisie allemande par l'intermédiaire de son parti social-démocrate, la bourgeoisie française en tant que puissance ayant le plus d'intérêts en Espagne, les Etats-Unis eux-mêmes et bien entendu la dite opposition démocratique (qui allait du nationalisme basque et catalan jusqu'aux partis d'extrême gauche dont le PCE unis dans la Plate-forme démocratique) collaborèrent coude à coude pour que cette réforme institutionnelle se réalise au moindre coût possible (quoique, bien entendu, il y eut inévitablement des coûts, mais qui furent assumés sans problèmes: la Transition fut si peu pacifique qu'il y eut des centaines de victimes durant ce processus).

Il s'agissait en définitive d'un remodelage du système franquiste (en réalité déjà bien différent de celui établi en 1939), réalisé par l'appareil d'Etat lui-même, main dans la main avec les partis démocratiques, chargés, grâce à leur influence sur le prolétariat, de faire respecter par les travailleurs le pacte social. C'est ainsi que la constitution monarchique fut acceptée tant par les

secteurs du régime franquiste qui représentait la forme prise par la domination de classe bourgeoise depuis 40 ans, que par les partis dits «ouvriers» qui soumièrent les prolétaires à la discipline nécessaire pour que tout se passe sans trop de difficultés. De fait, ces partis à la tête desquels se trouvaient le PCE et le PSOE (parti socialiste) imposèrent l'ordre y compris dans la rue, en attaquant sans hésiter toute grève ou protestation qui aurait pu mettre en péril y compris certains aspects secondaires de la réforme, en obligeant les prolétaires à faire passer l'«intérêt national» avant leur propre intérêt et en collaborant aussi à la «sale guerre» notamment contre les militants de l'ETA...

Ceux qui appellent aujourd'hui à la Troisième République, non seulement ont été à l'origine de la Constitution monarchique, mais ils l'ont en outre défendu bec et ongles contre ceux qui s'y opposaient.

Aujourd'hui le *Juancarliste* a pris fin: la personne du roi était généralement déconsidérée en raison d'une perte croissante de la confiance envers les institutions publiques et de la série de scandales qui ont éclaboussé la famille royale. Pour que le mythe de la collaboration démocratique subsiste, le roi qui avait focalisé le mécontentement ces dernières années devait disparaître. Son abdication a pour but d'atténuer les tensions, de rénover le sommet de l'Etat et de renouveler la confiance en celui-ci, en un mot de rendre ainsi un peu plus gouvernable un pays en crise.

En même temps que la monarchie représentée par Juan Carlos était déconsidérée au point de devenir un facteur de tension plutôt que de cohésion sociale, ce mécontentement généralisé touchant tant le prolétariat que certains secteurs de la petite bourgeoisie, a trouvé son expression politique dans une vieille et nouvelle gauche parlementaire qui défend l'illusion démocratique selon laquelle un changement du modèle de l'Etat – le passage de la monarchie constitutionnelle à la république dé-

mocratique bourgeoise – pourrait améliorer les conditions de vie du peuple. Cette illusion se base sur deux points.

D'une part sur l'idée que la république est l'expression suprême de la démocratie, la démocratie étant le régime qui serait le plus éloigné du capitalisme et qui par conséquent permettrait d'éviter définitivement les crises et la misère. D'autre part sur la croyance fantastique selon laquelle la détérioration des conditions d'existence qu'a connue le prolétariat, classe qui constitue la majorité de la société dans le monde capitaliste, n'est pas la conséquence d'une crise provoquée par la chute du taux de profit des entreprises, mais d'une **escroquerie** des milieux dirigeants pour spolier les **classes populaires** de leurs droits sociaux et économiques.

En conséquence, la république permettrait de réorganiser le pays de telle façon que toutes les classes sociales pourraient y vivre de façon harmonieuse, sans se combattre, pour la plus grande gloire de l'économie nationale (mise alors, bien entendu au service du **peuple**). La manoeuvre est la même qu'en 1978 avec la Constitution monarchique: faire croire que grâce à la réforme démocratique toutes les classes sociales vont pouvoir coexister pacifiquement et qu'il ne faut donc pas de lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, mais une conciliation démocratique (monarchique hier, républicaine aujourd'hui). C'est ce que cherche la bourgeoisie espagnole en faisant abdiquer Juan Carlos. La parfaite équivalence entre la république et la monarchie est clairement démontrée par leurs partisans respectifs qui utilisent et utiliseront les mêmes arguments et présentent les mêmes objectifs. Les partis républicains qui ont proposé une hypothétique Troisième République, l'ont fait dans le respect le plus total envers la Constitution monarchique de 1978, loi suprême par laquelle la bourgeoisie sanctionna sa domination sur le prolétariat: convocation d'un référendum, modifica-

tion démocratique de l'Etat, rôle central des Assemblées parlementaires dans tout ce processus... Ils veulent que l'Etat se réforme lui-même, qu'il change d'atours pour mieux remplir son rôle de classe. En fait ce serait une nouvelle édition du fameux hara-kiri accompli par les assemblées parlementaires franquistes pour laisser la place à la monarchie constitutionnelle. Dans les deux cas, il s'agit fondamentalement de défendre l'Etat bourgeois, quel que soit sa forme.

Les intérêts de classe prolétariens ne peuvent être satisfaits ni sous la monarchie de Felipe, ni sous la Troisième République. Pour le prolétariat l'important n'est pas la forme qu'adopte l'Etat bourgeois, mais l'existence même de cet Etat qui impose et défend les intérêts du capitalisme national, aussi bien sur le plan de la situation interne que sur le plan international dans ses rapports avec les impérialisme

(Suite en page 6)

« el proletario »

Órgano del
partido comunista internacional
No 4 - Abril de 2014

- Crisis política, crisis económica y crisis proletaria
- La vía tortuosa hacia la reanudación de la lucha de clase
- Huelga de trabajadores de los servicios de limpieza urbana en Madrid. La huelga indefinida, los piquetes, la lucha contra los servicios mínimos... son medios y métodos de lucha que toda la clase proletaria debe recuperar
- A la muerte de Santiago Carrillo (2ª parte)
- ¡Abajo la enésima intervención militar francesa en Republica Centroafricana! ¡Abajo el imperialismo francés!
- Notas sobre el sindicalismo a base múltiple
- Lampedusa, puerta de un mediterráneo que el capitalismo ha convertido en un infierno para centenares de miles de inmigrantes proletarios, de desheredados y de prófugos provenientes de países devastados por la miseria, el hambre, las guerras de rapiña y la violencia de cualquier tipo
- Vida De Partido. Intervención en la asamblea de parados celebrada en Madrid el 23 de noviembre de 2013

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS ; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

Espagne ...

(Suite de la page 5)

étrangers. Cela ne veut pas dire que le prolétariat est indifférent à la forme de l'Etat, qui dépend de forces matérielles parmi lesquelles l'affrontement entre les classes joue un rôle central. On ne peut écarter l'hypothèse que demain, à la suite d'une aggravation de la lutte prolétarienne, la bourgeoisie sous la pression de cette lutte, donne à l'Etat une forme républicaine. Il s'agirait alors d'un moyen pour faire retomber temporairement la pression sociale et ramener le prolétariat dans la voie de la soumission à la force politique de la bourgeoisie. C'est ce qui s'est passé en 1931, quand la bourgeoisie s'est trouvée incapable de gouverner le pays par la voie monarchique; il ne lui fallut que quelques élections municipales pour en finir avec Alphonse XIII et imposer un gouvernement de partis républicains. Un an après, la république assassinait les paysans de Casas Viejos; l'année suivante les prolétaires de l'Alto Llobregat, en 1934 les pro-

létaires des Asturies et en 1936 commençait le massacre du prolétariat révolutionnaire qu'acheva le régime franquiste.

Les aspirations prolétariennes ne peuvent être satisfaites par le système capitaliste et son Etat. C'est le système capitaliste lui-même qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie, qui généralise la production sociale mais la soumet aux catégories de la propriété privée et du travail salarié, qui plonge périodiquement le prolétariat dans la misère, qui le fait servir de chair à canon dans les guerres, qui le détruit lorsque, force de travail surnuméraire, il n'est plus utilisable par l'économie nationale.

La classe prolétarienne porte en elle un nouveau mode de production qui se lèvera sur les ruines du mode de production actuel.

Mais pour imposer ce nouveau mode de production, il lui faudra d'abord détruire l'Etat bourgeois, quelle que soit sa forme, totalitaire ou démocratique, monarchique ou républicaine, parce que cet Etat est l'instrument de la domination politique de son ennemi de classe. Il lui faudra le remplacer par son propre Etat de classe – qui n'est plus un Etat au sens habituel du ter-

me (Engels) –, et exercer par son intermédiaire sa dictature sur les restes de la classe bourgeoise et des classes alliées à cette dernière qui n'abandonneront jamais le terrain sans combattre jusqu'au bout.

Cette dictature est nécessaire non seulement pour briser la résistance de la bourgeoisie, mais aussi pour intervenir despotiquement dans l'économie afin de jeter les bases de la transformation socialiste de la société, transformation qui rendra inutile l'existence de l'Etat dans la mesure où avec la disparition des classes sociales (et non de l'affrontement entre les classes jugées éternelles, comme le proposent les réformistes de toute espèce) disparaîtra la nécessité de toute forme de coercition politique.

Devant le dilemme monarchie ou républicaine, le prolétariat a une seule alternative: se constituer en classe, et donc en parti politique, pour aller vers son objectif historique, la révolution communiste.

Face aux propositions républicaines qui prétendent lier la classe prolétarienne à une lutte interclassiste aux côtés de bourgeois et petits-bourgeois avec l'objectif stupide d'en finir avec l'antagonisme entre les clas-

ses, le prolétariat ne peut répondre qu'en commençant à lutter sur le terrain de ses exigences immédiates contre les bourgeois grands et petits; qu'en répliquant aux attaques subies lors de la crise par l'attaque contre les intérêts de ses ennemis; qu'en créant et en développant ses organisations de classe ne comprenant que des prolétaires et en brisant la pression que la concurrence exerce sur les salaires et les conditions de vie; qu'en empruntant la voie qui, de la lutte économique défensive se hisse, grâce à l'intervention du parti de classe, jusqu'à la lutte politique générale, classe contre classe.

Contre le drapeau rouge et or monarchiste et le drapeau tricolore républicain, seul le prolétariat peut hisser le drapeau rouge de la révolution sociale pour la conquête du pouvoir politique, la destruction de l'Etat bourgeois et la liquidation du mode de production capitaliste.

**A bas la monarchie, la république et toute forme d'Etat bourgeois!
Pour la reprise de la lutte de classe!
Pour la révolution communiste!**

5/6/2014

Les trotskystes algériens au miroir de l'élection présidentielle

Le 17 avril dernier Le président Bouteflika a été réélu pour un quatrième mandat avec 81,5% des suffrages; son principal «concurrent», l'ancien premier ministre Ali Benflis a obtenu 12% des voix. Parmi les autres candidats, on trouvait Louisa Hanoune, dirigeante du Parti des Travailleurs («trotskyste» lambertiste), créditée d'un score de 1,5% (1). Une particularité de cette élection, dont l'issue ne faisait pas de doute, est que Bouteflika, gravement malade et victime d'un AVC, est impotent; véritable momie vivante, il ne parle presque pas et ne peut se déplacer qu'avec les plus grandes difficultés. Peu importe qu'il n'ait plus les facultés requises même pour seulement inaugurer des chrysanthèmes, il a été reconduit comme «chef de l'Etat» avec un score brejnevien! On ne pourrait rêver meilleure démonstration que les élections sont une pure **mas-carade** et que l'Etat, au delà du personnel politique qui à un moment donné est à sa tête, est le défenseur impersonnel de la **domination de classe** de la bourgeoisie et du **mode de production capitaliste** qui lui correspond; même quand elles n'atteignent pas un tel degré de farce, en régime bourgeois, pour reprendre la formule de Marx, les élections consistent à désigner une fois tous les 3 ou 6 ans quel membre de la classe dirigeante «représentera» et foulera aux pieds le peuple au parlement (2).

Les élections, et tout le mécanisme démocratique en général, sont un moyen très précieux de défense indirecte de l'ordre capitaliste; en légitimant le système politique bourgeois qui permettrait à tous, y compris aux opprimés et aux exploités non seulement de s'«exprimer», mais de décider de la politique étatique, elles constituent une antidote à la lutte prolétarienne révolutionnaire. La dénonciation de la mystification démocratique, la démonstration que son but est de masquer la réalité de l'antagonisme de classe et de la dictature bourgeoise, est une tâche constante des révolutionnaires marxistes qui doivent sans cesse rappeler aux prolétaires que c'est par la force et non par les bulletins de vote, que l'odieux régime capitaliste pourra être renversé.

Ou, comme disait Lénine: «La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée – et précisément celle-là – de la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et Engels» (3).

Examinons comment les partis qui, à tort ou à raison, sont réputés en Algérie être les héritiers du chef de l'Armée Rouge

se sont comportés et se comportent dans la situation actuelle.

LA SERVILITÉ SANS BORNE DU PT ENVERS L'ETAT BOURGEOIS

Nous avons vu que Louisa Hanoune, la dirigeante du Parti des Travailleurs (PT), avait participé aux élections présidentielles, contribuant de la sorte à donner un peu de crédibilité à cette farce. C'est une attitude constante pour le PT que d'aider ainsi les autorités quand elles sont confrontées à des appels au boycott des élections et en tout cas à une abstention massive.

Mais ces derniers mois, le PT s'est inquiété des luttes de clans qui faisaient rage au sein des cercles politiques dirigeants à l'approche de l'échéance présidentielle. Ainsi début février, Louisa Hanoune n'a pas hésité à voler au secours du général «Toufik» (Mohamed Médiène), le patron du DRS (*Département du Renseignement et de la Sécurité*), l'ancienne ministre *Sécurité Militaire* tristement célèbre pour la brutalité de sa répression et ses exactions en tout genre contre les opposants! Ce dernier avait été critiqué par le secrétaire général du FLN (le principal parti gouvernemental) Saadani pour son ingérence dans les affaires politiques. Saadani qui demandait publiquement la démission de Toufik à cause des échecs répétés de ces services, accusait surtout le DRS d'«inventer des histoires [de corruption] sur le cercle proche du président» (4). Pour Louisa Hanoune, ces déclarations signifiaient qu'à cause de «certains partisans d'un quatrième mandat» [de Bouteflika] «notre pays traverse la plus grave crise politique de son histoire, une crise plus grave que celle de l'été 1962, car ce sont l'intégrité et la stabilité de l'Etat-nation qui sont cette fois visées» à cause des «risques d'intervention étrangère» qu'elle impliquerait (5)!

Après avoir ainsi le 7 février bruyamment pris le parti des adversaires d'une réélection de Bouteflika, Louisa Hanoune rencontrait le 13 février le chef d'état-major de l'armée et vice-ministre de la Défense, le général Gaïd Salah, réputé être «l'homme fort» du clan présidentiel. Selon un communiqué du PT, elle affirma lors de cette rencontre «la nécessité de préserver l'unité de l'institution militaire et sa cohésion face à toute tentative de division susceptible d'attenter à la stabilité du

pays et d'ouvrir la voie à une ingérence étrangère» et déclara que l'armée algérienne méritait «à juste titre la reconnaissance internationale que lui a valu son expérience avérée en matière de lutte anti-terroriste qui constitue une fierté pour le peuple algérien» (6)!!! Nul doute après cela, que le général et la trotskyste (pauvre Trotsky!) se soient séparés les meilleurs amis du monde...

Selon le marxisme, l'armée est le pilier de l'Etat bourgeois. L'Internationale Communiste de Lénine et Trotsky prescrivait donc aux partis communistes une action antimilitariste (sur des bases de classe et non pacifistes): «Le prolétariat repousse en principe et combat de la manière la plus énergique toutes les institutions militaires de l'Etat bourgeois et de la classe bourgeoise en général. (...) Le maximum d'attention et d'énergie est constamment nécessaire dans l'agitation contre les troupes spéciales que la bourgeoisie arme pour la guerre des classes» (7). Mais les prolétaires algériens n'ont pas besoin d'avoir lu les Thèses constitutives de l'Internationale Communiste pour savoir de quel côté de la tranchée de classe se situent les militaires: ils l'ont appris dans leur sang, ne serait-ce que lors de la répression sauvage des émeutes de 1988 qui fit des centaines de morts. En se ralliant publiquement à la défense de «l'unité de l'institution militaire» et de la «stabilité du pays» et en soutenant la DRS, le PT ne pouvait démontrer de manière plus éclatante son alignement sur l'ordre bourgeois; mais sa servilité envers les autorités s'est manifestée encore après les élections.

Dans une conférence de presse tenue après la proclamation des résultats électoraux, Louisa Hanoune s'est félicitée... de la réélection de Bouteflika: «C'est un mandat franc, clair, de dimension nationale, qu'il a obtenu (...). Il n'y a pas eu de fraude massive (...). Le choix du peuple de donner mandat à M. Abdelaziz Bouteflika, a été édicté par la volonté d'éviter au pays de basculer vers l'inconnu et le chaos» (8). Quelques semaines plus tard, lors du premier mai, alors qu'un petit groupe de militants était dispersé à Alger par la police pour avoir appelé à un rassemblement indépendant, elle participait tranquillement aux cérémonies officielles, déposant une gerbe de fleurs entre le ministre du travail et le secrétaire général de l'ancien syndicat officiel, l'UGTA dont le rôle de briseur de grèves est connu de tous.

Début juin, des députés du PT s'attaquaient aux syndicats autonomes qui se sont constitués en réaction au collaborationnisme de l'UGTA, en les accusant de porter tort à celui-ci: «en vérité, ce sont des outils entre des mains étrangères qui veulent faire payer à l'Algérie sa position souveraine vis-à-vis du printemps arabe qui a secoué certains pays du Maghreb et du Moyen-Orient». Et ils demandaient au gouvernement de les remettre dans le droit chemin (9). Il faut savoir que le PT est en effet hostile aux révoltes qu'ont connu maints Etats arabes. Lors d'une conférence de presse commune en novembre dernier, le PT et le FLN avaient ainsi affirmé que les «révolutions du printemps arabe ne sont qu'un chaos programmé avec le soutien de parties étrangères». Selon Hanoune, il s'agit d'un «chaos qui cible les républiques par un mouvement organisé par des organisations étrangères non gouvernementales ciblant l'intégrité et la stabilité des pays» (10)! Exactement les arguments d'un Moubarak ou d'un Ben Ali...

Entre-temps à la mi-mai, le PT avait décidé de participer aux consultations décidées par le gouvernement sur une révision de la Constitution (que tous les partis d'opposition ont rejetées comme étant une simple diversion) au nom des «aspirations du peuple algérien à une véritable démocratie» (11).

Nouvelle démonstration que lorsque les politiciens, de droite ou de gauche, parlent de démocratie et d'aspirations du «peuple», ils ne songent qu'au maintien de l'ordre et à la stabilité sociale.

LE PST: DÉMOCRATISME JUSQU'A LA MOELLE

Par rapport à la défense fanatique de la nation et de l'ordre des «trotskystes» du PT et à leur répugnante servilité vis-à-vis du pouvoir, il n'est pas difficile au Parti Socialiste des Travailleurs (PST, organisation sympathisante de la IVe Internationale SU) de paraître plus à gauche. Le PST a dénoncé dans un communiqué du 11 avril la «mascarade électorale» et il a appelé à une «abstention massive» (12). Il a critiqué le PT en écrivant que «Louisa Hanoune a abandonné son identité ouvrière» et que le programme électoral de son parti «ne s'adresse pas aux travailleurs, aux chômeurs, aux jeunes et aux femmes et à ceux d'en bas. Il s'apparente à une offre de service au pouvoir en place et au pa-

tronat pour réformer le système et sauver le régime libéral» (13).

Mais en y regardant de plus près, les choses se gâtent. Il faut d'abord constater que le PST n'a annoncé sa position définitive sur la présidentielle que quelques jours à peine avant le scrutin, certains militants en vue du parti étant partisans de la participation à cette « mascarade »... D'autre part, dans une interview de février dernier, Mahmoud Rachedi, le Secrétaire Général du PST, déclarait qu'il attendait encore la réponse du PT à son projet de mettre sur pied un « Rassemblement de Gauche » qui aurait pu « présenter un seul candidat contre le libéralisme économique et contre la soumission étrangère », le PT étant selon ses propres dires « le plus proche de notre vision politique » (14).

Il n'avait donc pas encore perdu son identité ouvrière? Louisa Hanoune venait pourtant de faire ses déclarations en faveur de l'armée; mais Rachedi, tout en rappelant que selon le PST « elle s'est piégée par ses positions opportunistes vis-à-vis de Bouteflika », se contentait de déclarer dans l'interview au sujet de la rencontre de celle-ci avec le ministre de la défense: « Notre parti est pour la liberté, donc la liberté de rencontrer qui on veut ! (...) nous aurions juste aimé que la présidente du PT qui a la possibilité de rencontrer Bouteflika ou Gaïd Salah, parle davantage à la rencontre des travailleurs, des chômeurs ou des grévistes par exemple! »

Quel est le plus opportuniste des deux, celle qui demande audience au chef d'état-major de l'armée pour lui parler de la « stabilité du pays » et de l'unité de l'armée, ou celui qui trouve ça normal au nom de la liberté, en ajoutant juste qu'il aurait fallu lui parler des travailleurs?

La proximité politique avec le PT avouée par Rachedi, n'est autre que la proximité dans l'opportunisme, la proximité dans le reniement du marxisme, comme nous allons le voir. Si l'on examine les positions du PST, on constate en effet qu'elles sont toutes motivées par le **démocratie** et non par des positions de classe. L'appel à l'abstention aux élections présidentielles ne s'appuyait pas sur une critique marxiste de la démocratie bourgeoise et sur l'impossibilité d'utiliser le mécanisme électoral bourgeois en faveur des prolétaires, mais sur la considération que le scrutin « n'est pas démocratique et son résultat n'aura aucune légitimité ». Mais quelle « légitimité » les marxistes devraient reconnaître aux élections, même les plus démocratiques? Tant que subsiste le capitalisme, la bourgeoisie reste la classe dominante et elle domine les classes exploitées et opprimées, et le prolétariat en particulier, sur tous les plans y compris sur le plan des « idées », des « opinions » et des... consultations électorales. Dans les « Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne » de l'Internationale Communiste, Lénine écrit: « Tous les socialistes, en démontrant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, ont exprimé cette idée déjà formulée par Marx et Engels que la plus démocratique des républiques bourgeoises ne saurait être autre chose qu'une machine à opprimer la classe ouvrière au profit de la bourgeoisie. (...) Marx (...) a prouvé [en analysant l'expérience de la Commune] le caractère d'exploitation de la démocratie et du parlementarisme bourgeois » (15). Cela ne signifie pas que le prolétariat et les opprimés ne peuvent pas combattre et s'émanciper de la domination de la bourgeoisie; cela signifie qu'ils ne peuvent pas le faire au travers du mécanisme précisément mis en place par cette dernière pour perpétuer sa domination, mais sur un autre terrain, qui est celui de l'affrontement ouvert, classe contre classe, pour battre en brèche le capitalisme.

Mais ce n'est pas la voie indiquées par nos trotskystes; le communiqué du 11/4 disait aussi: « Le PST appelle à l'élection

d'une assemblée constituante représentative des intérêts des travailleurs, des jeunes, des femmes et de tous les opprimés de notre pays. Le PST réitère son appel pour une convergence démocratique, anti libérale et anti impérialiste ». Dans son communiqué du 20/4 sur le résultat des élections, le PST réaffirmait: « Seule une convergence des énergies démocratiques et des forces sociales anti libérales et anti impérialistes peut imposer la satisfaction des aspirations de la majorité des algériens et des algériennes. Une convergence qui imposera l'élection d'une assemblée constituante représentative des intérêts des travailleurs, des jeunes, des femmes et de tous les opprimés de notre pays » (16), etc..

L'objectif est donc un rassemblement « démocratique » de « forces sociales » diverses, autrement dit, selon le marxisme, un rassemblement de plusieurs **classes**, un rassemblement **interclassiste**. Le PST fixe à un tel rassemblement la lutte contre le « libéralisme » – c'est-à-dire une politique bourgeoise particulière –, et contre l'impérialisme – c'est-à-dire le capitalisme étranger. Pas question de proposer la lutte contre le capitalisme en général – et d'abord contre les capitalistes privés et le capitalisme d'Etat algériens –, autrement dit contre ceux qui exploitent directement les prolétaires d'Algérie, si l'on veut réaliser une convergence démocratique! Celle dernière suffira, on ne sait comment, à « imposer » la satisfaction des aspirations de la majorité de la population, peut-être grâce à cette fameuse assemblée constituante représentative que les trotskystes de tous les pays invoquent un jour ou l'autre.

L'interclassisme implique toujours de **sacrifier** les intérêts prolétariens aux intérêts des autres classes plus ou moins possédantes que l'on veut attirer, et les illusionnistes sont toujours prêts à endormir les prolétaires avec les mirages démocratiques. D'ailleurs les déclarations du PST reprennent le langage bourgeois ou petit-bourgeois de « peuple », « souveraineté populaire », etc., au lieu de montrer la fausseté de ces conceptions et d'utiliser les notions marxistes de classes et de lutte des classes.

Mais ce n'est pas qu'une question de vocabulaire! Selon le Manifeste Communiste, **les prolétaires ne possèdent rien d'autre que leurs chaînes**; selon les « socialistes » du PST ils posséderaient, au même titre que les autres Algériens, les « richesses nationales »! Le PST s'indigne ainsi que les « partisans du libéralisme » veuillent « s'accaparer nos richesses nationales » (communiqué du 11/4).

Et si l'on défend « nos » richesses nationales, il est logique qu'on défende la nation et l'Etat national qui la protège. Un autre dirigeant du PST, Nadir Djermoune, en faisant allusion aux discours électoraux à propos de « complots » visant la souveraineté nationale, parle lui aussi du danger d'« une remise en cause du minimum de souveraineté de l'Etat algérien par l'impérialisme (...). Seule la mobilisation populaire [sic!] est capable de faire reculer ces visées impérialistes. Mais ces mobilisations seront vouées à l'échec si dès le départ elles ne posent pas comme principe la résistance anti-impérialiste et la défense de l'Etat national. Les mouvements de protestation actuels se construisent sur l'idée même d'en finir avec l'Etat national et ce, par une malencontreuse confusion entre le régime et l'Etat. Ce dernier est toujours considéré comme un objet aux mains des oligarchies dirigeantes qu'il faudrait donc briser pour faire advenir l'Etat démocratique » (17). A la poubelle la thèse marxiste, corroborée par l'expérience historique de la Commune, selon laquelle le prolétariat doit avoir comme objectif la destruction de l'Etat bourgeois! Mais il est vrai que Djermoune parle de peuple et non de prolétariat...

Ce même auteur a publié également, dans le cadre des élections présidentielles, un texte sur « Les enjeux du combat démocratique en Algérie » (18).

Il s'y interroge gravement sur ce que signifie la démocratie et sur la possibilité de « découvrir » une forme de démocratie qui serait supérieure à la forme « la plus avancée » qui existe aujourd'hui, « ce qu'on appelle la démocratie bourgeoise ou la démocratie parlementaire ». Et il répond: « Il faut inventer de nouvelles formes démocratiques supérieures et universelles qui prennent en charges les aspirations collectives et individuelles de toutes les catégories sociales et culturelles à un moment donné de leur histoire ».

« Toutes les catégories sociales »: voilà qui est clair: c'est bien la lutte des classes qui est jetée à la poubelle! Djermoune peut donc conclure son texte avec la proposition politique du PST: « Une transition, qui semble être admise par tous les acteurs, pour qu'elle soit démocratique ne peut faire l'économie d'une assemblée constituante comme point de départ d'un débat national où toutes les composantes de la société soient représentées » (19). Interclassisme, défense de l'Etat national, unité nationale, on constate que la proximité politique du PT et du PST est parfaite...

Si Djermoune et les autres dirigeants du Parti « Socialiste » des Travailleurs avaient lu les textes d'un auteur qui n'était pas partisan du « débat national », mais de la **lutte de classe nationale et internationale**, un certain Trotsky, ils auraient peut-être pu y « découvrir » quelle est la position vraiment socialiste par rapport à la démocratie:

« Guidé par les intérêts pratiques du développement de la classe ouvrière, le parti socialiste entra à un moment donné dans la voie du parlementarisme; mais cela ne signifiait absolument pas qu'il ait reconnu en principe la théorie métaphysique de la démocratie comme fondée sur un droit supérieur à l'histoire et aux classes sociales. La doctrine prolétarienne considérait la démocratie comme un instrument au service de la société bourgeoise, entièrement adapté aux besoins et aux buts de la classe dominante. (...) C'est précisément pourquoi les théoriciens du prolétariat devaient démasquer la métaphysique de la démocratie, qui sert de couverture philosophique à des mystifications politiques. (...) En nous adaptant au régime parlementaire, nous nous bornions, au cours de la période précédente, à démasquer théoriquement la démocratie que nous n'avions pas encore la force de vaincre pratiquement. Mais la parabole idéologique du socialisme qui se dessine en dépit de toutes les déviations, chutes et même trahisons, aboutit inéluctablement au rejet de la démocratie et à son remplacement par un mécanisme prolétarien dès que la classe ouvrière a les forces nécessaires » (20). De telles phrases devraient être gravées au fer rouge au front de tous les démocrates petits-bourgeois qui veulent se faire passer pour des marxistes!

Les « trotskystes » algériens que nous avons rapidement passés en revue constituent, comme leurs collègues des autres pays, un courant peut-être révolutionnaire en paroles (et encore!), mais sûrement pas révolutionnaire dans les faits. Au niveau international le trotskysme dans toutes ses variantes constitue un courant fondamentalement démocratique et nationaliste, c'est-à-dire petit-bourgeois; un courant politique dégénéré qui, constitué sur la base de toutes les erreurs du Trotsky des années trente, les a aggravées encore au fil des décennies jusqu'à perdre tout caractère révolutionnaire prolétarien et à se confondre de plus en plus avec les héritiers du stalinisme et avec les réformistes en général; un courant qui utilise quelques références vagues et soigneusement triées à Trotsky et au marxisme pour mieux s'opposer au marxisme véritable (dénoncé comme « ultra-gauche »); un courant qui ne salue les luttes ouvrières et ne parle des revendications des travailleurs que

pour faire obstacle aux orientations prolétariennes de classe.

C'est en dehors du trotskysme que les prolétaires d'Algérie et d'ailleurs devront s'organiser sur des bases classistes; ce n'est qu'en dehors et contre ces faux révolutionnaires comme en dehors et contre tous les prétendus marxistes de matrice stalinienne ou maoïste, qu'il sera possible

(Suite en page 8)

« Il Comunista »

Nr.134- Novembre 2013 / April 2014

Nell'interno

- Lotta di classe contro il capitale! Proletari contro borghesi, nelle fabbriche e nei campi, nella produzione e nella distribuzione, in ogni paese e nel mondo fino alla rivoluzione e alla conquista del potere politico: è la sola via dell'emancipazione proletaria dagli orrori della società capitalistica!
- Ucraina: Contro il nazionalismo, per l'unione proletaria di classe
- Contro ogni campanilismo, ogni particolarismo, ogni nazionalismo: Internazionalismo proletario e comunista
- Sulla rappresentanza sindacale nei luoghi di lavoro, il regolamento attuativo firmato da Cgil-Cisl-Uil e Confindustria. La burocrazia collaborazionista sindacale ha il compito di incatenare sempre più i proletari al profitto capitalistico
- La donna e il socialismo (8) di A.Bebel
- Ribattere i chiodi su rivoluzione proletaria e trasformazione economica della società. Ricollegarsi al «Manifesto del partito comunista», di Marx ed Engels, 1848, è vitale per ogni comunista, allora come oggi (1)
- Le istituzioni borghesi passano alla criminalizzazione delle lotte dei proletari e dei disoccupati napoletani; i proletari e i disoccupati devono passare all'organizzazione unitaria di classe in difesa delle proprie rivendicazioni e delle proprie lotte!
- Dala Francia: Il «Patto di solidarietà» e i grandi organizzatori delle sconfitte operaie
- La teoria marxista della moneta (RG di partito, Marsiglia 1967) (2)

Periódico bimestral. Precio del ejemplar: 1,5 €; £ 1; 5FS; Suscripción: 8 €; £ 6; 25 FS; Suscripción de solidaridad: 16 €; £ 12; 50 FS.

«programme communiste»

N° 102 - Février 2014
Au sommaire

- Derrière le mythe de l'Europe unie, s'accroissent les antagonismes et les contradictions incurables qui conduiront à une troisième guerre mondiale si la révolution prolétarienne ne renverse pas le capitalisme
- Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété de la terre, des installations productives et des produits du travail (1) (Texte publié sur «Il Programma Comunista» n°16/1958, alors l'organe du parti, comme «corollaire» à la réunion générale du parti de Turin des 1-2/6/58)
- Histoire de la Gauche communiste: La question du Front Unique (1). L'intervention d'Amadeo Bordiga au premier Congrès du Parti Communiste Français (Marseille, décembre 1921)/ Rapport sur les discussions en commission avec la délégation de l'Internationale: Séance du 27 décembre 1921. Séance commune tenue à Marseille entre la Sous-commission sur la Politique Générale et la Délégation de l'Internationale. Président de séance: Treint / Discours d'Amadeo Bordiga (Marseille, 28/12/1921)/ Rapport d'Amadeo Bordiga au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste
- En défense du marxisme. Le CCI et le «gène égoïste», ou les fâcheuses conséquences d'une tare héréditaire
- Notes de lecture. Pseudo «révolution démocratique» ou révolution prolétarienne en Algérie
- Notes d'actualité. Misère du «syndicalisme alternatif»: A propos d'un manifeste pour le premier mai

Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA + Cdn US\$4 / Amérique Latine US\$ 1,5 / Algérie 100 DA / Maroc 20 MAD

Les trotskystes algériens au miroir de l'élection présidentielle

(Suite de la page 7)

aux prolétaires d'avant-garde de retrouver les positions marxistes non falsifiées et le programme communiste authentique; c'est en dehors et contre tous ces courants qu'il leur faudra oeuvrer, en union avec les prolétaires de tous les pays, à la reconstitution du parti de classe international, l'organe indispensable pour mener la lutte prolétarienne contre les capitalistes et leurs Etats et pour diriger la future révolution communiste mondiale!

(1) Sans aucun doute pour donner plus de vraisemblance aux résultats, un chiffre assez bas de participation a été annoncé: 50,70% (alors qu'aux élections présidentielles de 1995 un chiffre complètement invraisemblable de 75% avait été fourni). Cela a suffi à nombre de commentateurs, y compris «trotskystes» pour gloser sur la baisse de la participation. Mais comme le dit finement un journaliste «des efforts» ont été faits par les autorités pour aboutir à un chiffre supérieur à 50% cf <http://maghrebemergent.com/presidentielles-2014/item/36619-l-abstention-en-hausse-a-fait-perdre-benflis-mais-fragilise-bouteflika4.html>

(2) cf Marx «La guerre civile en France», cité par Lénine dans «L'Etat et la révolution», Oeuvres, tome 25, p. 456 (ch.3, par. 3).

(3) Lénine, «L'Etat et la révolution», ibidem, p. 433.

(4) cf <http://www.lecourrierdelatlas.com/652903022014Saadani-pilonne-general-Toufik.html>

(5) cf <http://www.algerie1.com/zoom/la-grosse-inquietude-de-louisa-hanoue/>. Louisa Hanoune est coutumière de ces déclarations mélodramatiques.

(6) cf <http://www.algerie1.com/actualite/rencontre-hanoune-gaid-salah-linstituition-militaire-ne-simmisce-pas-dans-la-vie-politique/>

(7) cf «Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes», par. 30. Troisième Congrès de l'I.C., Moscou juin 1921.

(8) *El Moudjahid*, 28/4/14.

(9) <http://snapest.ning.com/profiles/blogs/le-parti-des-travailleurs-tire-sur-les-syndicats-s-attaquant>

(10) <http://80.246.2.217/Le-printemps-arabe-un-chaos.html>

(11) <http://www.lexpressiondz.com/actualite/194447-le-pt-participera-aux-consultations.html>

(12) <http://afaqichtirakiya.wordpress.com/2014/04/12/le-pst-appelle-les-algeriens-et-les-algeriennes-a-ne-pas-cautionner-cette-mascarade-electorale/>

(13) <http://www.algeriepatriotique.com/article/le-pst-louisa-hanoune-abandonne-son-identite-ouvriere>

(14) <http://www.elwatan2014.com/component/k2/item/802-benflis-hamrou>

(15) Premier Congrès de L'Internationale Communiste, Moscou mars 1919.

(16) <http://afaqichtirakiya.wordpress.com/2014/04/20/pour-une-convergence-des-energies-democratiques-et-des-forces-sociales-anti-liberales-et-anti-imperialistes/>

(17) <http://afaqichtirakiya.wordpress.com/2014/04/23/elections-algeriennes-victoire-a-larrache/>

(18) <http://www.npa2009.org/content/les-enjeux-du-combat-democratique-en-algerie>

(20) cf Trotsky, «Terrorisme et communisme» (1920). Ed Prométhée, p. 49, 50. Djermoune terminait son texte par une citation plutôt obscure de feu le Trotskyste français Bensaïd d'où il ressort que l'activité révolutionnaire est toujours incertaine et indéterminée. Il n'est pas étonnant que Bensaïd jugeait cet ouvrage de Trotsky «épouvantable»!

A propos de la Réforme territoriale Une Tendance CLAIRE...ment réformiste

Lors de la création du NPA, s'est constituée à l'intérieur de celui-ci une Tendance CLAIRE («pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire») à l'initiative du Groupe CRI («Communiste, Révolutionnaire, Internationaliste»), issu d'une scission du trotskysme lambertiste. Le groupe CRI justifiait son existence par le raisonnement suivant: il existe depuis des années des groupes «centristes» (1) (les grands groupes trotskystes: LO, LCR, PT), ce qu'il faut c'est travailler à la formation d'un véritable groupe révolutionnaire. Mais la tâche lui parut probablement finalement trop ingrate, et lors de la constitution du NPA, suivant la vieille tradition trotskyste de l'entrisme, il adhéra à cette organisation qui, pourtant, n'était pas moins «centriste» que la LCR.

Selon ses dires, la Tendance Claire se bat «pour que le NPA adopte un programme révolutionnaire cohérent et la défense ouvertement parmi les travailleurs et la jeunesse». Cette tendance, alliée avec le courant communiste révolutionnaire (CCR), a recueilli près de 10% des votes lors de la préparation du 2e Congrès du NPA en 2013.

Les récentes annonces gouvernementales au sujet d'une «réforme territoriale» — qui fusionnerait les régions et supprimerait l'essentiel des pouvoirs des départements — ont été une occasion de révéler ce que signifient concrètement les grandes déclarations de cette tendance en faveur d'un programme révolutionnaire. Elle a en effet publié un texte à ce sujet intitulé: «Combattre la réforme territoriale» (2).

L'élément de départ est l'affirmation, classique pour les réformistes de tous poils, que les prolétaires auraient quelques choses à défendre dans les structures de l'Etat bourgeois. Elle affirme ainsi que «Se désintéresser des questions institutionnelles sous prétexte qu'il s'agit d'institutions capitalistes serait une erreur fondamentale, et finalement un refus de combattre la politique gouvernementale».

En réalité, la TC entend surfer sur les mécontentements divers et variés que suscite la politique du gouvernement. Pour cela, elle s'aligne sur la grogne des petits notables de gauche qui tentent de sauver leurs postes et leurs émoluments. C'est avec eux qu'elle entend «construire la lutte des travailleurs-e-s des collectivités pour le retrait de la réforme, en lien avec la population et les élu-e-s locaux/ales progressistes», c'est-à-dire un front interclassiste avec les politiciens du PS ou du Front de gauche qui se sentent lésés par le gouvernement.

Pour justifier sa défense de structures de l'Etat bourgeois, la TC fait appel au démocratisme et dénonce la réforme comme s'inscrivant dans une «logique bonapartiste et autoritaire», comparant — sans rire — le gouvernement Valls à ceux de Napoléon et de Pétain qui, eux aussi, auraient détruit «un héritage de la révolution démocratique bourgeoise de 1789»... les élections cantonales!

Elle présente même les collectivités locales (départements et communes) comme de possibles «points d'appui pour les luttes». Hier, affirme-t-elle, grâce au «maillage communal et départemental, [...] les travailleurs-e-s avaient imposé la présence de services publics de proximité (poste, école, hôpitaux...»). Aujourd'hui, selon la TC, les départements et communes peuvent «s'opposer même timidement à la politique du gouvernement» avec un «soutien y compris matériel, aux luttes des travailleurs-e-s (sic)» (par exemple l'aide à «la reprise d'une entreprise en gestion ouvrière», mot d'ordre réformiste sur lequel nous ne nous attarderons pas ici), ou une «politique en faveur des services publics et des droits de travailleurs (gratuité des transports, municipalisation de l'eau...»). Du Schivardi tout

craché (du nom de l'inénarrable «candidat des maires» présenté par les Lambertistes aux présidentielles de 2007, aujourd'hui membre de la direction du POI)!

Les structures de base de l'organisation politique de l'Etat bourgeois auraient ainsi été utilisées par les travailleurs pour «imposer» au moins une partie de leurs revendications, et elles pourraient l'être à nouveau; la réforme gouvernementale doit donc être combattue car elle entraîne des «transformations institutionnelles qui renforcent la domination capitaliste et affaiblissent encore plus les droits démocratiques» (tout le monde ignorait jusqu'ici que ces «institutions capitalistes» affaiblissent la domination capitaliste!). Mais, attention: «il ne saurait être question de croire qu'on peut renverser le capitalisme en s'intégrant dans les institutions même les plus démocratiques possibles dans la société actuelle: il faut donc montrer que de nouvelles institutions démocratiques [sic!] et sous le contrôle du peuple travailleur [?] (un gouvernement des travailleurs, appuyé sur le principe du contrôle et de la révocabilité des élu-e-s par la population [re-sic!]) sont une nécessité». Bref un gouvernement vraiment démocratique, et le tour sera joué: plus besoin de révolution, de destruction de l'Etat bourgeois, d'instauration de la dictature du prolétariat, le principe de la révocabilité des élus par la «population» (les électeurs) suffit!

L'Internationale Communiste affirmait que les institutions communales «font aussi partie du mécanisme étatique de la bourgeoisie; elles doivent être détruites par le prolétariat révolutionnaire et remplacées par les Soviets de députés ouvriers», «il est théoriquement faux de [les] opposer aux organes gouvernementaux» (3). Et la Gauche communiste d'Italie écrivait: «la conquête électorale des communes et des administrations locales (...) ne peut pas être acceptée comme un moyen d'action contre le pouvoir bourgeois, d'une part parce que ces organismes n'ont pas de pouvoir réel, mais sont subordonnés à la machine d'Etat; d'autre part parce qu'une telle méthode, bien qu'elle puisse donner aujourd'hui quelque embarras à la bourgeoisie dominante en affirmant le principe de l'autonomie locale, d'ailleurs opposé au principe communiste de la centralisation de l'action, préparerait à la bourgeoisie un point d'appui pour sa lutte contre l'établissement du pouvoir prolétarien» (4). Ce n'est donc pas la nécessité de nouvelles institutions démocratiques qu'il faut montrer, mais la nécessité de la centralisation de l'action de classe du prolétariat dans la perspective de la prise révolutionnaire du pouvoir central, de la destruction des institutions bourgeoises et de l'instauration de la dictature prolétarienne. Mais pour cela, il faut tout d'abord non pas se lier aux élus et notables «progressistes» et à la «population» en général, mais rompre au contraire avec ce mortel interclassisme démocratique qui paralyse le prolétariat et oeuvrer pour qu'il retrouve son indépendance de classe.

L'inverse donc que ce propose le tendance CLAIRE qui étale son réformisme avec sa bouillie petite-bourgeoise d'autogestion, de défense de l'Etat républicain, de démocratie, de nationalisme anti-européen (l'UE étant la «pièce majeure [du] dispositif réactionnaire»).

Si, à juste titre, elle pouvait qualifier l'analyse par Lutte Ouvrière de la crise de «100% keynésienne et 0% marxiste», la TC pour sa part est 100% réformiste 0% communiste!

(1) Dans le langage des bolcheviks, le centrisme était un courant politique se situant entre les réformistes déclarés et les communistes, qui était «révolutionnaire en paroles, contre-révolutionnaire dans les

faits»; l'archétype du centriste était le pontife socialiste allemand Kautsky qui pressait son parti (le Parti Social-Démocrate Indépendant) d'adopter un langage révolutionnaire pour éviter que les prolétaires ne se tournent vers les communistes. Mais il n'est pas sûr que le Groupe CRI ait été d'accord avec cette définition...

(2) [cf tendanceclaire.npa.free.fr](http://tendanceclaire.npa.free.fr), 2/6/14.

(3) Thèses sur «Le Parti Communiste et le parlementarisme» adoptées au IIe Congrès de l'IC (juillet 1920).

(4) «Thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste» (mai 1920). cf «Défense de la continuité du programme communiste», Textes du PCInt n°7, p. 25.

Suplemento Venezuela N° 18 al N. 50 de «el programa comunista» Marzo de 2014 En este suplemento

- ¿Después de Chávez, qué? De nuevo la figura tutelar del padre salvador-salvador del capitalismo evidentemente...
- Ni el gobierno chavista ni la oposición derechista podrán dar salida favorable a las vicisitudes históricas del capitalismo que sólo el proletariado, con su lucha de clase revolucionaria podrá resolver
- Drizdo Losovsky. Naturaleza del reformismo

Precio de ejemplar: Europa: 0,5€, 3FS; América latina: US \$ 0,5; USA y Cdn: US \$ 1.

Notre site Internet :
www.pcint.org
Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Deuxième liste 2014

Aix: 350,00 / Alain: 19,50 / Amaury: 6,00 / Bon courage: 16,50 / Bütün ülkelerin işçileri birlesin: 20,00 / Daniel: 300,00 / Eric: 7,50 / Paris: 900,00 / Patrick: 35,50 / Premier mai: 502,00 / Roland: 22,00 / V., pour la presse: 20,00 / Victor: 14,00

Total liste: 2213
Total général: 3690,50

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 7,5 € / 30 FS / £ 10. Abonnement de soutien: 15 € / 60 FS / £ 20. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. Abonnement: 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. Abonnement de soutien: 27 € / 70 FS / £ 27. «el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. Prix de soutien, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. Imprimé par nos soins.